

Formulaire I : Mesures prises pour alerter les populations

Article 7 ; Par. 1 : « Chaque Etat partie présente au Secrétaire Général un rapport sur :

i) – les mesures prises pour alerter dans les plus brefs délais l'article 5 »

Etat partie : **République du Congo** : Renseignements pour la période du mois d'Août 2002.

Etant donné qu'aucune zone n'est minée dans le pays, aucune mesure spéciale d'alerte n'a été prise. Toutefois, à la frontière avec l'Angola (enclave du Cabinda) considérée comme zone suspecte, les populations ont depuis très longtemps été averties du danger et ont cessé par conséquent leurs activités champêtres dans la zone.

